



MARCHÉ A PROCÉDURE ADAPTÉE

Marché de fournitures passé en procédure adaptée en application des articles R.2123-1 et R.2123-7 du Code de la Commande Publique (CCP)

GESTION DE LA CUISINE CENTRALE, CONFECTION ET SERVICE DE REPAS POUR LE SERVICE DE LA RESTAURATION SCOLAIRE ET PREPARATION POUR LES AYANTS DROIT DU PORTAGE DE REPAS A DOMICILE POUR LA VILLE DE SAINT-MARTIN D'AUXIGNY

REGLEMENT DE CONSULTATION MAPA N°2025-01

Date limite de remise des offres :
Le 17 mars 2025 avant 12h00

Ce document comprend une annexe : certificat de visite

Catégorie de marché : marché à bons de commandes avec montant maximum

POUVOIR ADJUDICATEUR :
Groupement de commande Ville de Saint-Martin d'Auxigny/CCAS de Saint-Martin d'Auxigny
1, Place de la Mairie
18110 Saint-Martin d'Auxigny
Courriel : contact@stmartin-auxigny.fr
Téléphone : 02.48.66.61.61
Représentée par Monsieur le Maire

Sommaire

MARCHÉ A PROCÉDURE ADAPTÉE	1
Liminaire	3
Article 1 – Objet de la consultation	3
1.1. Objet de la consultation	3
1.2. Décomposition de l'accord-cadre	3
Article 2 – Etendue de la consultation	3
2.1. Mode de passation du marché	3
2.2. Forme du marché	4
2.3. Option(s) et variantes	4
2.4. Durée	4
2.5. Date limite de réception des offres	5
2.6. Délai de validité des offres	5
2.7. Date limite de retrait des dossiers	5
2.8. Forme juridique de l'attributaire	5
Article 3 – Pièces constitutives du dossier de consultation	5
Article 4 – Présentation des candidatures et des offres	6
4.1. Documents relatifs à la candidature	6
4.2. Documents relatifs à l'offre	7
Article 5 – Examen des candidatures et des offres	8
5.1. Sélection des candidatures	8
5.2. Jugement des offres	8
5.2. Critères de jugement	9
Article 6 – Conditions d'envoi par transmission électronique	10
Article 7 – Renseignements complémentaires	11
7.1. Mode de communication des échanges	11
7.2. Visite sur site	11
Article 8 – Information relative à l'attribution du marché	12
Article 9 – Information sur les moyens de recours	12
ANNEXE AU REGLEMENT DE CONSULTATION	13
ATTESTATION DE VISITE	13

Liminaire

Cette consultation fait suite à un marché, MAPA N°202403, déclarée sans suite le 29 octobre 2024 après la décision n° 2024-36 de Monsieur le Maire.

Article 1 – Objet de la consultation

1.1. Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet les prestations de restauration collective municipale et de portage de repas pour la Ville de Saint-Martin d'Auxigny et pour le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Saint-Martin d'Auxigny (CCAS).

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières portent sur des prestations sur la fourniture de repas en liaison chaude pour la restauration scolaire, et en liaison froide pour les ayants droit du portage à domicile de la ville de Saint Martin d'Auxigny.

Le marché est conclu dans le cadre d'un groupement de commande constitué entre la Ville de Saint Martin d'Auxigny et le CCAS de Saint Martin d'Auxigny.

Le mandataire du groupement de commande est la Ville de Saint Martin d'Auxigny.

Prestations de services en vue d'assurer le service de restauration de la Ville comprennent :

- ☞ **Pour la partie 1 :** Le Production et la distribution de repas en liaison chaude directe aux enfants et adultes de l'école maternelle et élémentaire.
- ☞ **Pour la partie 2** La Production et la fourniture de repas en liaison froide du portage à domicile.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)

Les informations administratives sont précisées au sein du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

1.2. Décomposition de l'accord-cadre

Conformément aux dispositions de l'article L2113-11 de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, le présent marché déroge à l'application du principe d'allotissement pour les raisons suivantes :

- Un découpage en lots distincts aurait entraîné un renchérissement du coût d'exécution et un problème de cohérence dans la gestion des différents lots.

Article 2 – Etendue de la consultation

2.1. Mode de passation du marché

Le marché est passé par voie de procédure adaptée, en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-7 du Code de la Commande Publique.

Classification CPV

Les prestations objet du marché se réfèrent aux CPV suivantes :

Code CPV	Libellé
55523100-3	Services de restauration scolaire
55320000-9	Services de distribution de repas.
55321000-6	Services de préparation de repas.
55510000-8	Services de cantine.

2.2 Forme du marché

Le présent accord-cadre mono attributaire est passé par la commune de Saint-Martin d'Auxigny dans le cadre de la consultation lancée en application des articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la Commande Publique relatifs au groupement de commandes.

Dans le cadre d'un accord cadre à bons de commande en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique, sans montant minimum annuel et avec un montant maximum de 800.000€H.T. pour la durée maximale du marché (4 ans).

Les quantités figurant dans les pièces du marché sont indicatives, elles ont une valeur prévisionnelle et estimative.

2.3. Option(s) et variantes

Le marché comporte des périodes de reconduction.

Aucune option n'est envisagée.

2.4. Durée

Le marché est un marché à bons de commande passé pour une période d'un an.

Le marché est conclu pour une période initiale allant du 05 juillet 2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure à cette date, jusqu'au 04 juillet 2026.

A l'issue de cette première période, il pourra être reconduit tacitement trois fois par période successive d'un an, sans que cela puisse excéder 4 ans, soit jusqu'au 04 juillet 2029 maximum.

La reconduction du marché est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique. Le pouvoir adjudicateur pourra décider de ne pas reconduire le marché à chaque reconduction et en informera le titulaire en respectant un préavis de deux mois avant son échéance.

Si la ville ne souhaite pas reconduire l'accord cadre, le titulaire ne pourra prétendre à une quelconque indemnité.

2.5. Date limite de réception des offres

La date limite de réception des plis est fixée au :

17 mars 2025 avant 12h00

Seul sera pris en compte l'horodatage d'arrivée du pli. Le candidat est seul responsable du bon envoi électronique de sa réponse à la personne publique.

2.6. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de cent vingt jours (120) à compter de la date limite de remise des offres.

2.7. Date limite de retrait des dossiers

Les documents de la consultation peuvent être retirés jusqu'à la date et l'heure limites de réception des offres.

2.8. Forme juridique de l'attributaire

La personne publique n'interdit pas aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements.

Article 3 – Pièces constitutives du dossier de consultation

Le dossier de consultation se compose des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.)
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- Les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ET SES ANNEXES
- Les bordereaux des prix unitaires (B.P.U.)
- Le tableau qualité
- Le cadre du mémoire technique
- La Convention d'occupation du domaine public

Le dossier de consultation des entreprises est mis gratuitement à disposition des candidats en accès libre. Il est uniquement téléchargeable à l'adresse électronique suivante :

<https://webmarche.solaere.recia.fr/>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

NB : Lors du téléchargement des documents sur le profil d'acheteur, il est recommandé aux candidats d'enregistrer leurs coordonnées, afin de disposer de toutes les éventuelles informations mises en lignes sur le profil d'acheteur (réponses faites aux candidats et ajouts au DC), au cours de la procédure et qui pourraient être nécessaires pour établir leur offre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 – Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.1. Documents relatifs à la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Une lettre de candidature, datée et signée, et le pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat pour le marché cité en objet, ainsi que, le cas échéant, l'habilitation du mandataire par ses cotraitants ; en cas de groupement candidat, la lettre de candidature indiquera la composition du groupement, la forme du groupement ainsi que le nom de l'entreprise mandataire, et sera accompagnée de l'autorisation donnée par chaque cotraitant au mandataire, de signer l'offre de candidature au nom du groupement ;
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
Bilans et comptes de résultats des trois derniers exercices clos attestés par un commissaire aux comptes ou tout autre document reprenant les mêmes données, concernant l'ensemble des activités du candidat et concernant le domaine d'activité objet du marché
Déclaration appropriée de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance pour les Risques professionnels

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Descriptif des capacités techniques et des moyens humains dont le candidat dispose pour assurer la continuité et l'égalité des usagers devant le service public objet du marché.
Présentation d'une liste de références de prestations similaires à l'objet de la consultation et autres références lors des trois dernières années et plus particulièrement en matière de restauration collective et de cuisines centrales.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le DUME (Document Unique de Marché Européen).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA : Si l'opérateur économique n'a pas communiqué l'ensemble des documents ci-dessus dans un délai de **dix jours** à compter de la notification, conformément à l'article R.2144-7 du Code de la commande publique, la Collectivité se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre au candidat arrivé à la position suivante au sein du classement des offres.

4.2. Documents relatifs à l'offre

- L'acte d'engagement, (A.E.) : à compléter, parapher, dater et signer par le représentant qualifié de l'opérateur économique ;
- Le CCAP, accepté sans modification, à compléter, dater et signer
- Le CCTP, accepté sans modification, à compléter, dater et signer
- Les Bordereaux des Prix Unitaires (B.P.U.) totalement complétés en format Excel et en PDF : à compléter, dater et signer ;
- Les tableaux qualité et ses annexes totalement complétés en format Excel et en PDF : à compléter, dater et signer ;
- L'attestation de visite ;
- **Un cadre de mémoire technique**, relatif aux dispositions que le candidat propose d'adopter pour l'exécution des prestations, permettra de juger la valeur technique des offres des prestataires. Il comprendra toutes justifications et observations du candidat.

Le cas échéant, les compléments techniques remis par le titulaire à l'appui de son offre.

De la lisibilité et la centralisation des informations, résulte une bonne compréhension de l'offre présentée.

Important : concernant les tableaux financiers et les tableaux qualité, en sus d'une version PDF signée, le candidat fournira également une version Excel (Format d'origine du fichier).

N.B. Les candidats ne devront ni mettre de mots de passe ni "figer" les formules de calculs dans les fichiers Excel remis dans l'offre. En outre aucune modification des cellules, colonne ou libellé est autorisé.

Article 5 – Examen des candidatures et des offres

5.1. Sélection des candidatures

La sélection des candidatures sera effectuée dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les candidats dont la capacité technique sera jugée insuffisante au regard de l'objet de l'accord-cadre, seront éliminés sans examen de leur offre. Il en sera de même pour les candidats qui ne présentent pas les éléments nécessaires à cette appréciation.

5.2. Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée et jugée irrégulière (selon l'article L.2152-2 du Code de la Commande Publique).

Les offres qui n'apporteront pas les précisions permettant de mettre en œuvre les critères ci-dessous seront rejetées.

Modalité de négociation

Conformément à l'article R2123-5 du code de la commande publique, la Collectivité, se réserve le droit de négocier avec tout ou partie des candidats. La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre, y compris le prix. Elle sera menée dans le strict respect de l'égalité des candidats. D'autre part, la Collectivité se réserve également la possibilité de négocier avec l'ensemble des candidats ayant remis une offre lorsqu'elle souhaitera ajuster un ou plusieurs points propres aux besoins du marché, sans en modifier substantiellement les conditions initiales.

Les candidats admis à négocier seront convoqués au moins 4 jours calendaires à l'avance et il leur sera précisé dans cette convocation les conditions de leur audition, sa durée ainsi que l'ordre du jour des questions qui seront abordées.

Cette première audition pourrait avoir lieu dans la semaine n° 16, la date du 16 avril 2025 étant pressentie.

La date et l'heure d'audition communiquées sont impératives. Les candidats en retard ne pourront être auditionnés que pour le temps restant ; les candidats absents ne seront pas auditionnés.

A l'issue de chaque audition, et dans un délai de 48 heures, des questions écrites nouvelles pourront être posées aux candidats. Ceux-ci auront 48 heures pour y répondre par écrit.

Des offres pourront être éliminées à l'issue de chaque série d'auditions. Les candidats éliminés seront avertis par lettre recommandée avec accusé de réception, sans que la commune ne soit contrainte dans un quelconque délai.

5.2. Critères de jugement

Modalités d'analyse des offres

MAPA 2025-01 Saint-Martin d'Auxigny		Notation	Critères de jugement	Réponses
Qualité des repas	Qualité des produits utilisés	15	Indication Origine et qualité des produits utilisés, approvisionnement en circuits courts, produits locaux, produits frais majoritaires, mode de fabrication, planning de fabrication, tableau de fréquence des plats protidiques, légumes, fruits, ... Indication % des produits utilisés dans chaque gamme de produits (frais, 2ème gamme, 3ème gamme, 4ème gamme, ...) en adéquation avec les menus présentés et tout au long du marché...	Tableau Excel
	Qualité des Menus scolaires et portage à domicile	15	Équilibre alimentaire, absence de redondance, présentation des menus, variétés, explication des recettes proposées, ...	Tableau Excel
	Catalogue repas de secours, repas végétariens, pique-niques, potages,...	2	Contenant, variété, originalité, utilisation, règles, principe, stockage, organisation, ... et moyens mis en œuvre, solutions apportées si fermeture de la Cuisine Centrale, transports, adaptabilité, mise en œuvre, communication auprès de la Ville, qualité et variété des produits et prestations.	Mémoire Technique
Développement Durable	Politique Développement durable, actions concrètes sur site	10	Actions et politiques en matière de développement durable, circuits courts, Lutte contre le gaspillage, produits "éco labellisés", véhicule propre, mesureur et plans d'actions, actions pour réduire l'impact Carbone, ...	Mémoire Technique
Personnel	Équipe d'encadrement (CV et organigramme) planning de production, nombre de collaborateurs, ...	5	Curriculum Vitae de l'encadrement, organigramme décisionnaire, rapidité d'intervention et de réponse, CV du gérant(e) du chef(fe) de cuisine,...	Mémoire Technique
	Plan de formation	2	Nombre de jours de formation par collaborateurs, qualité du contenu de la formation, hygiène, savoir être, savoir-faire, ...	Mémoire Technique
	Plan de reprise des collaborateurs	2	Moyens mis en œuvre, identification des besoins individuels, détachement équipe de reprise,...	Mémoire Technique
Animations	Plan d'animation annuel	3	Menus, fréquence des animations, thématiques, organisation...	Mémoire Technique
	Actions pédagogiques	2	Thématiques, Fréquences, modalité de communication et de mise en place avec l'équipe éducative,...	Mémoire Technique
Communication et Information	Communication et Information en direction de la Ville	3	Supports, contenu et fréquence de diffusion	Mémoire Technique
	Communication et Information en direction des familles et utilisateurs	1	Supports, contenu et fréquence de diffusion	Mémoire Technique
Total critères qualitatifs		60		
		Notation	Critères de jugement	Réponses
Financier	Compte d'exploitation - Bordereaux des prix	40	Offre économiquement la mieux disante	Tableaux Excel
Total critères Économiques		40		

Valeur technique

Un nombre de points seront attribués à chaque sous-critère détaillé ci-dessus permettant d'obtenir un total sur 60 points.

Méthode de notation du critère technique :

Une note de 0 à 4 est attribuée à chaque sous-critère pour chaque candidat.

4 Points = Traité avec réflexion avancée et conforme ;

2 Points = Traité et conforme au marché ;

1 Point = Traité mais peu explicite ;

0 Points = Non traité ou non conforme.

Les notes sont ensuite pondérées par application du coefficient de pondération.

Valeur financière

Le prix sera apprécié et noté sur la base des tableaux financiers fournis à l'appui de l'offre.

Le critère prix sera jugé selon la formule suivante :

<u>Prix de l'offre la plus basse</u>	X 40
Prix de l'offre analysée	

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans les tableaux financiers d'un candidat, il ne sera tenu compte que des montants corrigés par le pouvoir adjudicateur pour le jugement des offres.

Article 6 – Conditions d'envoi par transmission électronique

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Transmission électronique

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission par voie électronique.

Tout pli reçu au format papier sera jugé irrégulier, selon l'article R.2152-1 du Code de la Commande Publique.

Les entreprises soumissionnaires remettent leur offre par voie électronique à l'adresse du profil d'acheteur **webmarche** indiquée ci-dessus (art. 3 du présent document).

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : word, excel et pdf.

Le niveau minimum de signature électronique accepté est le Niveau II (équivalent classe 3). Les certificats acceptés, en vertu de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique des marchés publics, sont ceux conformes au RGS (Référentiel Général de Sécurité) et l'application du règlement eIDAS, ou autre certificat garantissant le niveau de sécurité équivalent.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats qui ne disposent pas de certificat de signature électronique ont la possibilité de fournir dans l'offre une copie pdf de l'acte d'engagement signé et fournir l'acte d'engagement original au moment où il est envisagé de leur attribuer le marché.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis, uniquement pour l'offre de l'entreprise attributaire. Les candidats sont informés que l'attribution du marché devra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier par la Ville et l'entreprise attributaire.

Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde ».

Rappel : la copie de sauvegarde ne peut être ouverte que si le candidat a bien déposé son pli électronique sur la plateforme, dans les délais impartis mentionnés en page 1 du présent document.

Dans ce cas uniquement, l'entreprise devra fournir la copie de sauvegarde sous format papier ou sous format physique électronique (ex : clé usb ou CD), à l'adresse suivante :

**Commune de Saint-Martin d'Auxigny
1, Place de la Mairie
18110 Saint-Martin d'Auxigny**

Article 7 – Renseignements complémentaires

7.1. Mode de communication des échanges

Le mode de communication pour les échanges entre l'acheteur public et les candidats, après le dépôt des offres est uniquement électronique.

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date de remise des offres, une demande écrite à la Commune de Saint-Martin d'Auxigny - 1, Place de la Mairie - 18110 Saint-Martin d'Auxigny sur la salle des marchés du profil d'acheteur :

<https://webmarche.solaere.recia.fr/>

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché. La Collectivité informera tous les candidats qui devront alors répondre, sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de la nouvelle date.

Avertissement dans le cadre de la dématérialisation des procédures de marchés :

Les candidats sont avertis du fait que l'adresse de messagerie, que les candidats auront enregistrée lors du téléchargement, sera utilisée par le pouvoir adjudicateur pour les échanges avec les candidats durant l'ensemble de la procédure et jusqu'à la notification du marché. Il est donc recommandé l'usage d'une messagerie fonctionnelle notamment en cas d'absence de personnel et pour la durée de la procédure.

7.2. Visite sur site

VISITE OBLIGATOIRE des locaux à effectuer par les candidats.

Les entreprises prendront préalablement rendez-vous auprès des Services Techniques de la Ville au courriel ci-après : fbardot@stmartin-auxigny.fr et/ ou au 07 60 68 70 03.

Lieu de RDV : 1, Place de la Mairie 18110 Saint-Martin d'Auxigny.

Date et horaires : Les visites devront avoir lieu soit le 05 février 2025, soit le 12 février 2025, soit le 19 février 2025 à partir de 14h00.

Pour les visites, la collectivité vous demande d'être muni au minimum des protections nécessaires (kits visiteurs) dont vous estimez avoir besoin.

Le nombre de personne est limité à 3 personnes par entreprise.

Une fiche de présence devra être complétée avant le départ et un certificat de visite (en annexe du présent document) sera délivré au terme de la journée de visite.

Article 8 – Information relative à l'attribution du marché

Les candidats seront informés du rejet de leur candidature ou leur offre, le cas échéant.

La décision d'attribution du marché sera notifiée à l'ensemble des intéressés, par voie électronique, à l'adresse mail indiquée par les candidats sur le profil d'acheteur

<https://webmarche.solaere.recia.fr/>, il leur sera communiqué le délai d'abstention de signature du marché.

Article 9 – Information sur les moyens de recours

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction d'un recours :

Tribunal Administratif d'Orléans

28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans.

Le code de justice administrative français est consultable sur le site officiel « legifrance – le service public de la diffusion du droit » : <http://www.legifrance.gouv.fr>.

ANNEXE AU REGLEMENT DE CONSULTATION

ATTESTATION DE VISITE



Je soussigné :

Représentant l'entreprise :

Coordonnées commerciales (Téléphone, courriel, adresse) :

.....

.....

.....

Atteste sur l'honneur avoir procédé à la visite des sites de restauration concernant le MAPA Restauration 2024.

Et reconnais :



Avoir visité l'ensemble des lieux, alentours et accès,



Avoir posé l'ensemble des questions nécessaires à la bonne compréhension du dossier et des documents s'y rapportant.



Avoir bien évalué les difficultés liées à l'opération ainsi que les spécificités s'y rapportant, et qu'à ce titre, établi la proposition concernant l'offre en parfaite connaissance de cause.

Visite effectuée en date du

Pour l'entreprise :

Le représentant du pouvoir adjudicateur

M. ou Mme

(Signature et cachet)